

**RÉUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DES PAYS DE L'OCDE  
SUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELS, COPENHAGUE  
22 – 23 JANVIER 2007**

**PRÉSIDÉE PAR M. BERTEL HAARDER, MINISTRE DE L'ÉDUCATION ET DU CULTURE  
DU DANEMARK**

**SYNTHÈSE DU PRÉSIDENT**

Les ministres de l'Éducation de quinze pays de l'OCDE se sont réunis autour de débats informels consacrés à l'enseignement et à la formation professionnels. Lors des présentations, M. Marc Tucker, des États-Unis, a insisté sur le fait que les pays de l'OCDE doivent renforcer considérablement les compétences de leur population active, notamment dans les domaines de la création, du travail en équipe et de la conception, afin de faire face à la concurrence mondiale. Le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría, s'est quant à lui prononcé en faveur du décloisonnement entre l'enseignement général et professionnel afin que chacun puisse faire l'expérience d'une formation professionnelle. J'ai pour ma part fait valoir que l'OCDE devait désormais améliorer sensiblement ses statistiques sur l'enseignement et la formation professionnels, afin de disposer du même éventail de données que pour les autres secteurs de l'éducation.

Au cours des débats :

- Nous avons établi qu'il était nécessaire de remettre en cause la priorité et le prestige dont semble bénéficier l'enseignement supérieur au détriment de la formation professionnelle, et sommes convenus de la nécessité d'améliorer la flexibilité des cursus d'enseignement et de formation professionnels, afin de permettre aux individus de se réorienter, et surtout d'intégrer l'enseignement supérieur.
- Nous avons reconnu qu'il était fondamental de persuader les employeurs de proposer des postes d'apprentis en nombre suffisant et de qualité satisfaisante. Nous avons insisté sur le rôle des partenaires sociaux à cet égard, comme dans tous les autres, et sommes convenus d'examiner en détail les coûts et les avantages, pour les différentes parties, des dispositifs d'apprentissage. Pour pousser notre réflexion à l'extrême, nous nous sommes interrogés sur la possibilité d'instaurer un apprentissage *pour tous*, y compris, notamment, ceux qui suivent un enseignement supérieur.
- Nous avons constaté que des cadres de certification de bonne qualité et actualisés, ainsi que des systèmes de reconnaissance des acquis antérieurs, étaient des instruments d'action fondamentaux, et avons pris note des travaux de premier plan menés par l'Union européenne dans ce domaine.
- Nous avons observé qu'il était nécessaire d'améliorer les compétences des formateurs en matière d'enseignement et de formation professionnels, par la mise en place de normes plus efficaces qui tenteront de concilier les normes nationales et la flexibilité nécessaire pour répondre aux besoins locaux et sectoriels.
- Nous avons insisté sur le fait que les systèmes d'enseignement et de formation professionnels doivent être plus en mesure d'aider les groupes défavorisés, tels que certaines populations immigrées, des minorités et les individus souffrant de handicaps et de difficultés d'apprentissage, à intégrer le marché du travail. Cette mission doit être guidée par le souci de faire bénéficier chacun d'un enseignement de base et de compétences de qualité.

- Nous avons mis en évidence la nécessité d'améliorer notre base d'informations afin d'évaluer les performances de nos systèmes et de nos institutions d'enseignement et de formation professionnels. Sur le plan international, nous nous sommes réjouis du lancement de la nouvelle évaluation de l'OCDE des compétences des adultes (PIAAC), de l'amélioration de la comparabilité internationale des données de l'OCDE, et de la mise à disposition d'exemples probants de systèmes efficaces d'enseignement et de formation professionnels qui feront office d'étalons pour l'évaluation des performances. Certains d'entre nous continuent de trouver intéressante la proposition en vue de l'élaboration d'un « PISA pour l'enseignement et la formation professionnels », en dépit des nombreuses difficultés qu'une telle tâche ne manquerait pas de comporter.

Le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría et M. Jan Figel, commissaire européen, ont souligné qu'ils s'engageaient tous deux à travailler en étroite collaboration à l'avenir sur l'ensemble de ces questions.